

SOMMAIRE

Page 1

Morin, l'emporte-pièce.
Banque de France : "ça va mieux".

Page 2

Biosynergy bouge encore.
18,5 M€ pour les entreprises innovantes.

Page 3

Le CD.27 contre la désertification.
Les "Franciscaines" de Deauville.

Page 4

L'avis favorable de l'AFB.
Les investissements.

Banque de France : ça va mieux.

Il y a un an, la direction régionale de la Banque de France avait vu juste. Elle annonçait une reprise de l'activité des entreprises normandes en 2017 ; cette reprise a bien eu lieu, c'est ce que confirme la dernière enquête de conjoncture de l'établissement.

- Cette enquête est sérieuse : 1 728 entreprises ou établissements normands ont répondu : 825 pour l'industrie, 602 pour le BTP et 299 pour les services marchands.

Commentaire : tous les indicateurs sont bien orientés : la reprise est là.

Le rebond de l'industrie.

En 2017, les chiffres d'affaires ont progressé de 4,9%, les exportations ont augmenté de 6,3% et les investissements ont bondi de 10,4%.

Commentaire : cela fait longtemps qu'un tel redémarrage industriel n'a pas été constaté ; la rentabilité continue de s'améliorer ; en 2018, la tendance reste positive avec un niveau d'investissement en très forte progression : +18,8%.

La construction dans le bon sens.

Ça va mieux aussi pour le BTP. En 2017, la production du secteur a augmenté de 4% et les investissements ont évolué à la hausse. Même si les professionnels sont pru-

Morin, l'emporte-pièce...

• Il a eu raison

En septembre dernier, la Région avait confirmé le versement de sa subvention de 5,4 M€ aux 24 missions locales de Normandie. À l'époque la Chronique s'était félicitée de cette décision : les missions locales constituent en effet "le premier réseau pour l'emploi et l'insertion des jeunes" et, bien que souvent critiquées par ceux qui ne les connaissent pas, elles sont une bouée de sauvetage indispensable aux 16/25 ans éloignés du marché du travail.

- Bien sûr, l'efficacité de leur action doit toujours être améliorée. Pour cela, il faudrait qu'on arrête de les regarder comme des pompiers qui interviennent en dernier recours et qu'on les associe, le plus en amont possible, aux projets porteurs d'emplois. Par exemple, un travail d'anticipation avec les filières industrielles serait probablement utile.

- Rappelons que les missions locales de Normandie rassemblent plus de 700 professionnels de l'insertion, qui se débattent avec des procédures compliquées et des budgets insuffisants ; présents dans les 5 départements, ils cherchent des solutions pour 56 000 jeunes en difficulté ; autant dire que leur mission est importante et qu'ils ont besoin d'être soutenus et financés.

Mon commentaire : en septembre dernier, Hervé Morin a eu raison de débloquent la subvention de 5,4 M€.

• Mais aujourd'hui, il a tort

Il y a 3 semaines, en visitant - avec Sébastien Lecornu - le chantier de l'Institut des Techniques d'Ingénieur de l'Industrie à Vernon, Hervé Morin a déclaré, à la surprise générale, "les missions locales ne servent à rien".

- Se serait-il trompé ? L'aurait-on mal compris ? Non. Il a renouvelé ses critiques quelques jours plus tard, en les modulant toutefois, pour expliquer que si certaines missions travaillent bien, d'autres doivent s'améliorer ; et pour dénoncer, plus globalement, la complexité des dispositifs d'accompagnement des jeunes - les missions locales, le CRIJ (Centre régional d'information jeunesse), les CIO, sans oublier pôle emploi - qui est à ses yeux source d'inefficacité.

- Quelle mauvaise mouche l'a donc piqué ? On ne le saura sans doute jamais. En tout cas, le mal est fait : les missions locales, subventionnées en septembre, sont mises à l'index début février : confusion et incompréhension. Hervé Morin a eu tort de s'exprimer ainsi, sans compter qu'il ne propose aucune solution de remplacement.

- Résultat : une belle polémique. À gauche, Nicolas Mayer-Rossignol a immédiatement dénoncé "le mépris du président" et rappelé l'utilité économique et sociale des missions locales. On pouvait s'y attendre.

- Plus surprenant, à droite, Agnès Canayer, sénatrice LR de Seine-Maritime, lui a dit "sa stupéfaction" et l'a invité à venir sur le terrain pour se défaire de

dents, les indicateurs restent bien orientés en 2018, sauf pour les investissements qui pourraient reculer.

Commentaire : la rentabilité de l'exploitation s'améliore légèrement.

Les services en forme...

Transporteurs, architectes, conseils, informaticiens, la Banque de France a interrogé des représentants très divers des services marchands.

- Ils sont majoritairement satisfaits de l'année 2017 (progression des chiffres d'affaires, de la rentabilité, des investissements...) et pensent que 2018 sera bonne.

- Par exemple, les architectes et les cabinets d'études et d'ingénierie prévoient une augmentation des chiffres d'affaires (+5,7%), une progression des effectifs (+3%) et des investissements (+18,8%).

À noter : on retrouve un dynamisme comparable pour les services informatiques et d'information.

Et l'emploi ?

La reprise de 2017 s'est traduite par une légère augmentation des effectifs d'environ 1,3%.

- Quand on les interroge sur leurs intentions d'embauches 2018, les chefs d'entreprise restent prudents : +0,3% pour l'industrie, +0,7% pour la construction et +1,8% pour les services marchands.

Mon commentaire : l'optimisme retrouvé ne "soulève" pas encore les indicateurs "emploi".

La Normandie se redresse...

Hervé Morin partage l'optimisme retrouvé de la Banque de France. Devant ses conseillers régionaux, il a confirmé la baisse des liquidations d'entreprise (- 28% en 2017), l'augmentation du nombre des créations (+ 13,2%, c'est mieux qu'en France, et la progression des investissements : "la Normandie n'est plus en queue de peloton..."

Les 322 M€ de Joël Bruneau

On connaît maintenant le budget 2018 de la Communauté urbaine de Caen-la-Mer. Il s'élève à 322 M€ dont 228 pour le fonctionnement et 94 pour l'investissement.

À noter : la grande affaire de cette année est le tramway ; pour le président Joël Bruneau, c'est le poste financier le plus lourd avec 122 M€ inscrits.

ses mauvaises idées reçues. Agnès Canayer connaît bien le sujet, n'est-elle pas la présidente de l'association régionale des missions locales ? Politiquement, sa réaction est intéressante ; elle révèle les fissures qui existent à droite, y compris dans la propre majorité du président Morin.

Explication : depuis son élection à la Région, Hervé Morin a quasiment fait un sans-faute politique devant une opposition fragile et une majorité rassemblée. Une page serait-elle en train de se tourner ? On peut le penser. Avec les polémiques sur la culture, les missions locales et le CRIJ, qui résonnent dans l'opinion publique, Hervé Morin brouille son image fédératrice sur des sujets "sensibles", y compris chez ceux qui le soutiennent. "Il devrait davantage nous écouter, explique l'un de ses amis, s'il continue à jouer tout seul, il risque d'apparaître comme un président à l'emporte-pièce" qui parle parfois trop vite. À bon entendeur...

Économie circulaire.

Au Havre, le projet Biosynergy bouge encore...

En janvier dernier, la Ville du Havre a relancé son appel d'offres pour l'exploitation en DSP du réseau de chaleur du sud de l'agglomération. Pour le faire fonctionner, les candidats sont notamment invités à utiliser des sources d'énergies renouvelables et/ou de récupération, permettant la réduction des nuisances environnementales. Les réponses sont attendues pour le 19 mars.

- Ce marché est intéressant puisqu'il permet de remettre à l'ordre du jour - indirectement - le projet Biosynergy, porté par SITA devenu SUEZ, dont on parlait beaucoup en 2014/2015.

- À l'époque, il s'agissait de construire une chaufferie biomasse sur le site "dépollué" de l'ex-usine Citron, la vapeur alimentant un réseau de chaleur desservant les industriels de la ZIP, mais aussi certaines communes de la CODAH, grâce à une connexion au réseau du Sud de l'agglomération dont le marché vient d'être relancé.

- L'investissement était important (65 M€), le GPMH et les industriels s'y intéressaient, les élus havrais et régionaux saluaient "un projet exemplaire pour l'environnement, une nouvelle Sedibex", les responsables de l'État y voyaient l'occasion de sortir - par le haut - "du borbier Citron" et l'ADEME annonçait une subvention de 20 M€, avec le versement d'un premier acompte pour lancer l'opération.

- "Vive l'économie circulaire" proclamait-on alors, et tout le monde espérait l'inauguration de Biosynergy pour 2018..

Et pendant ce temps-là...

• PIA 3 : 18,5 M€ pour les entreprises innovantes...

Dans le cadre du 3^e Programme d'Investissement d'Avenir, la préfète Fabienne Buccio et le président Hervé Morin viennent de lancer les deux premiers appels à projets "régionalisés" au profit des entreprises normandes.

- **Innov Avenir Entreprise en Normandie** soutient les entreprises engagées dans une démarche de recherche et développement, d'innovation technologique et non technologique aux perspectives concrètes de commercialisation. L'aide pour les projets retenus sera de 100 000 à 500 000 €. Dépôt des dossiers : à partir du 20 février jusqu'à épuisement des fonds.

- **Innov Avenir Filière en Normandie** soutient la structuration des filières régionales stratégiques en permettant le recours à des moyens de production ou des infrastructures mutualisés, l'échange de données et d'informations, le partage des visions technologiques et d'outils collaboratifs. Le montant de l'aide sera de 0,5 M€ à 2 M€. Dépôt des dossiers : du 20 février au 18 mai.

Un 3^e appel à projets sera mis en place prochainement sur la formation.

Au total, une enveloppe de 18,5 M€, cofinancée par l'État et la Région, est mise à la disposition des entreprises normandes. Question : y aura-t-il suffisamment de dossiers déposés ?

Pour en savoir davantage : <http://innov-avenir.normandie.fr>

François Philizot

Le délégué interministériel à l'aménagement de la vallée de la Seine a fini ses consultations et rédige son rapport sur l'évolution de la gouvernance des ports de l'axe Seine.

- En principe, il devrait le remettre cette semaine à Édouard Philippe, mais il est possible qu'il ait besoin de quelques jours supplémentaires pour le boucler.
- Rappelons que le Premier Ministre lui a passé commande, le 21 novembre dernier, en déclarant devant les participants des assises de la Mer "moi je ne vois qu'un seul port entre la digue sud du port du Havre et le Pont-Neuf à Paris".

Que va proposer François Philizot ?

Deux scénarios :

- La fusion pure et "simple" des ports du Havre, de Rouen et de Paris : une perspective qui inquiète les intéressés.
- La création d'une "holding portuaire", chargée de définir la stratégie de développement et la politique d'investissement des trois établissements ; le GPMH, le GPMR et Ports de Paris devenant des filiales opérationnelles.

Commentaire : ce second scénario est le plus plausible. Dans son rapport, François Philizot décrira-t-il le statut, la gouvernance, les compétences et les moyens de la future "holding" ? On est curieux de le savoir. Au final, c'est l'État qui décidera.

Quel accord État/Région ?

Quel que soit le scénario retenu, l'État et la Région devront s'associer pour conduire l'opération. Ce sont des partenaires incontournables qui vont devoir trouver un bon équilibre pour travailler ensemble.

- On le sait, Hervé Morin veut passer la surmultipliée pour développer ses ports qui représentent 10% de son économie. "Pour rester dans la course, le seul port du Havre a immédiatement besoin de 500 M€ d'investissement, constate Jean-Baptiste Gastinne, le VP. Transports de la Région, avec le CPIER, nous avons 200 M€, le GPMH peut s'endetter à hauteur de 100 M€, 200 M€ restent à trouver..." L'État est prudent, il cherche à lisser ses engagements dans la durée, avec la Région, c'est compliqué.

Où en est-on aujourd'hui ?

La chaufferie et le réseau ne sont toujours pas construits. Ce retard s'explique principalement par les difficultés de dépollution du site Citron. Résultat, le projet a dû être redessiné, la chaufferie sera construite ailleurs, le réseau sera modifié en conséquence ; comme le dit Fabrice Legentil, directeur régional de l'ADEME Normandie, "c'est long et compliqué".

- Chez Suez, Anne Egloff est la directrice du projet, elle a remplacé François Chevreul qui était au contact des industriels en 2015. L'une de ses priorités est précisément de vérifier si les besoins en chaleur des industriels sont toujours les mêmes ; pour exister, Biosynergy a besoin de clients.

Mon commentaire : en tout cas, l'ADEME Normandie y croit, ses 20 M€ de subvention sont toujours dans les tuyaux ; quand on interroge Fabrice Legentil sur la date de la mise en service de Biosynergy, il répond "2021".

Il manque 140 médecins

Le CD. 27 se mobilise contre la désertification médicale.

Le constat est là : l'Eure est l'un des 10 départements français où le manque de médecins est le plus important. Et ça ne va pas s'arranger : selon la CPAM, quand 14 généralistes s'installent, 30 partent à la retraite ; la pyramide des âges des médecins est très préoccupante ; pour revenir dans la moyenne nationale, l'Eure a immédiatement besoin de 140 médecins.

Comment faire ?

Présidé par Pascal Lehongre, le Conseil Départemental se mobilise et fait 6 grandes propositions :

- Inciter les stagiaires à faire leur internat dans l'Eure.
- Créer un guichet départemental d'accueil pour les jeunes professionnels.
- Valoriser le territoire eurois auprès des facultés de médecine.
- Faciliter l'accès au dépistage du cancer du sein pour les femmes éloignées des cabinets de radiologie, notamment grâce à une "Mammobile".
- Favoriser la création de pôles de santé libéraux ambulatoires, avec les EPCI.
- Financer des projets innovants en faveur de la couverture des besoins médicaux de la population. Exemple : participer, avec l'ARS, à l'équipement en télémédecine des établissements de santé.

Naturellement, l'efficacité de ces actions sera régulièrement évaluée.

Et pendant ce temps-là...

• H. Morin et P. Augier aiment "Les Franciscaines"

Présidée par Philippe Augier, la Communauté de communes Coeur Côte Fleurie (11 communes autour de Deauville) vient de signer son contrat de territoire avec la Région Normandie.

- L'ensemble des actions est évalué à 18 M€ ; la Région interviendra à hauteur de 6 M€ ; d'autres financements (Département du Calvados, État, Europe) sont attendus pour un montant prévisionnel de 10,3 M€.
- En réalité Hervé Morin et Philippe Augier (qui sont très proches) s'associent pour réaliser ensemble une seule grande opération : la réhabilitation de l'ancien couvent des soeurs franciscaines, le futur pôle culturel de Deauville, un lieu de vie, de créativité et d'échanges, pensé par l'agence Moatti et Rivière, pour un investissement total de plus de 25 M€. Pour cette seule opération, la Région apportera 4 M€.
- Musée, bibliothèque, auditorium, cafétéria, boutique, espace de création numérique, le pôle des "Franciscaines" sera un nouveau marqueur de l'attractivité culturelle, touristique et économique de Deauville, Deauville Coeur Côte Fleurie qui est déjà une vitrine d'innovation et d'animation connue de tous, à Rouen, au Havre, à Caen...et à Paris.

Commentaire : ce qui est bon pour Deauville est bon pour la Normandie.

Hop ! Air France à Rouen.

Alors qu'on attend toujours la création de l'autorité portuaire unique voulue par Hervé Morin pour les plates-formes de Normandie, Hop ! Air France confirme sa présence à Rouen et annonce le renforcement de sa liaison quotidienne vers le hub de Lyon afin de faciliter les correspondances vers la France et l'Europe. Satisfaction des Rouennais.

Rappel : cette annonce intervient après la confirmation du retrait de Ryanair de Deauville-Normandie.

Normandie-Impressionniste

Pour faciliter les premières actions du Festival Normandie Impressionniste, et commencer la préparation de l'édition 2020, la Région Normandie vient d'accorder au GIE qui l'organise une première subvention de 200 000 €.

Harmonie Mutuelle

Jocelyn Cathala est le nouveau directeur régional "Bretagne-Normandie" d'Harmonie Mutuelle (1 million d'adhérents et 1 000 collaborateurs). - Il connaît bien la Normandie pour avoir travaillé 8 ans dans l'Orne.

Rappelons qu'Harmonie Mutuelle et la Matmut ont signé un partenariat de distribution en septembre 2016.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues

Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros

SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Mon commentaire n°1 : il faut saluer la constance et la persévérance des élus départementaux qui cherchent une solution. Mais le problème est difficile. Depuis 15 ans, les politiques départementales mises en oeuvre en France, notamment en faveur de la construction de maisons de santé, n'ont pas été suffisantes pour inverser les courbes. Le Département de l'Eure agit, et c'est tant mieux, mais ses moyens sont limités face à un problème qui le dépasse.

Mon commentaire n°2 : il y a quelque chose de désespérant dans le traitement de ce problème. Les autres départements normands se débattent pareillement pour attirer les jeunes professionnels de santé : l'Eure, la Seine-Maritime, l'Orne, la Manche et le Calvados sont ici en concurrence.

Mon commentaire n°3 : c'est à la l'échelle du G.6 (avec la Région) que les meilleures solutions sont peut-être à trouver par un abondement puissant et coordonné des politiques nationales de lutte contre les désertifications médicales.

Positif...

Feu vert de l'AFB au parc éolien en mer du Tréport

Le travail d'adaptation, effectué par le groupement ENGIE-EDPR-CDC pour améliorer la qualité environnementale du projet, a donc été jugé convaincant. L'AFB (Agence Française pour la Biodiversité) vient d'émettre un avis favorable à la construction du Parc éolien en mer du Tréport, une construction contestée depuis longtemps par les marins-pêcheurs, plusieurs élus locaux (Laurent Jacques et Emmanuel Maquet notamment) et le parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale.

- Cet avis favorable est assorti de quelques réserves et prescriptions techniques dont l'AFB vérifiera la prise en compte.

Commentaire : une étape primordiale vient d'être franchie. La suite de la procédure d'instruction prévoit notamment l'organisation d'une enquête publique au cours du 2^e semestre 2018.

Une très bonne nouvelle.

Le vote de l'AFB est une très bonne nouvelle pour l'ensemble de la filière française de l'éolien en mer. Il était une condition indispensable à la mise en œuvre des engagements industriels de Siemens-Gamesa, le fournisseur d'éoliennes, qui a prévu la construction de deux usines au Havre avec, à la clé, la création de 750 emplois directs.

Rappel : avec Courseulles, Fécamp et... Le Tréport, la Normandie veut devenir la grande région française de l'éolien en mer.

Et pendant ce temps-là...

• Linkcity choisit Val-de-Reuil (27)

La filiale de développement immobilier de Bouygues, Linkcity, vient de signer un compromis de vente pour un terrain de 32 000 m² situé dans le Pharma Parc de Val-de-Reuil (27). L'objectif est d'y construire un entrepôt de 15 000m² destiné à accueillir des produits inflammables et classiques.

Baptisé Cosmetolog, le site, d'une capacité de stockage de 26 500 palettes, serait proposé à la location ou à la vente à des entreprises locales, nationales ou internationales.

• Bientôt, une première unité de méthanisation à Eteville (27)

Délégué territorial Val de Seine de GRTgaz, Frédéric Moulin confirme la mise en service prochaine de la première unité de méthanisation de déchets agricoles de Normandie, à Eteville dans l'Eure. C'est la première d'une longue série ; une vingtaine d'autres projets est à l'étude ; la Normandie commence à se tourner vers le gaz renouvelable.

Commentaire : l'unité d'Eteville est une bonne illustration de la politique de diversification énergétique portée par Sébastien Lecornu, secrétaire d'État à la transition écologique des territoires et élu de l'Eure toujours très attentif au devenir de son département.